

(1)
(N° 74)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1904.

BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE POUR L'EXERCICE 1904 (¹).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (²), PAR M. LEVIE.

MESSIEURS,

L'importance croissante de notre Dette publique a, cette année encore, appelé l'attention de la Section centrale.

Au 1^{er} janvier 1903, notre dette consolidée s'élevait à fr. 2,879,394,030 57
et la dette flottante à 14,639,000 »

fr. 2,894,033,030 57

Ajoutons y la capitalisation des annuités restant dues
aux compagnies de chemins de fer et aux compagnies
téléphoniques dont les réseaux ont été rachetés (valeur
au 1^{er} janvier 1903) 351,752,518 32

nous arrivons à une somme totale de fr. 3,245,785,568 89

* * *

Au 1^{er} janvier 1904, la dette s'était augmentée des émissions suivantes :

En titres 3 % ₀ , 1 ^{re} série	de fr.	16,152,100 »
— 3 % ₀ , 2 ^e —	de fr.	84,984,800 »
— 3 % ₀ , 3 ^e —	de fr.	15,494,600 »

ENSEMBLE. . . . fr. 116,631,500 »

(¹) Budget, n° 4, II.

(²) La Section centrale, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. DE LANTSHEERE,
DE GELLINCK D'ELSEGHEM, LEFEBVRE, VERHAEGEN, GOUTERS et LEVIE.

Par contre, elle était, à la même date, réduite du capital des titres rachetés pour l'amortissement en 1903, soit de fr. 7,543,800 »

Au 1^{er} janvier 1904, la dette consolidée s'élevait donc au capital de fr. 2,988,681,750 57

La dette flottante à 22,576,000 »

TOTAL. . . fr. 3,011,257,750 57

Quant à la capitalisation des annuités au 1^{er} janvier 1904, nous n'en possédons pas actuellement le chiffre précis, qui ne sera d'ailleurs guère modifié.

* *

Il est intéressant de montrer la marche progressive de notre dette consolidée et flottante depuis 1850.

De 626,578,861 francs, elle passe, en 1880, à 1,428,270,449 francs.

En 1890, elle monte à 2,026,564,273 francs.

En 1900, à 2,708,549,150 francs.

Nous la trouvons, en 1904, à fr. 3,011,257,750.57.

Mais combien considérable, d'autre part, l'accroissement de la prospérité nationale !

En 1850, le commerce général de la Belgique n'était que de 834 millions de francs; le commerce spécial de 431 millions.

En 1880, le commerce général atteint 4,935 millions et le commerce spécial, 2,896 millions.

En 1890, le commerce général s'élève à 6,137 millions et le commerce spécial, à 3,109 millions (1).

* *

En 1850, il entrait à Anvers 1,406 navires, jaugeant 239,165 tonneaux.

En 1860 — 2,547 — 346,444 —

En 1880 — 4,475 — 3,063,825 —

En 1890 — 4,728 — 4,506,277 —

* *

En 1850, il y avait 2,282 moteurs à vapeur, faisant ensemble moins de 60,000 chevaux, et 3,260 chaudières à vapeur.

En 1880, 14,060 moteurs à vapeur, faisant ensemble 607,142 chevaux, et 15,096 chaudières (2).

En 1890, 17,663 moteurs à vapeur, faisant ensemble 903,833 chevaux, et 18,113 chaudières.

(1) *Tableau général du commerce pour 1902*, p. 24.

(2) *Annuaire statistique de Belgique*, 1902, p. 331, et *Statistique des mines et minières pour 1900*, pp. 69 et suiv. et années antérieures.

Et en 1900, 22,961 moteurs à vapeur, faisant ensemble 1,388,941 chevaux, et 22,003 chaudières.

607,142 chevaux-vapeur en 1880 et 1,388,941 en 1900, voilà qui marque bien l'énorme progrès de notre industrie nationale !

De 6,157 millions qu'il était en 1890, notre commerce général passe, en 1902, à 7 milliards 412 millions; notre commerce spécial, de 3 milliards 109 millions à 4 milliards 506 millions.

Le mouvement maritime du port d'Anvers s'est aussi merveilleusement accentué en ces dernières années :

En 1890, à l'entrée, disions-nous tantôt, 4,506,277 tonnes.

En 1900, 6,696,370 tonnes.

En 1903, 9,073,021 tonnes.

* * *

Tous ces chiffres sont caractéristiques.

Ils montrent eloquemment que le développement de notre industrie et de notre commerce n'a cessé de s'étendre, en même temps que l'État, multipliant ses dépenses extraordinaires, grossissait sa dette.

Simple coïncidence ou conséquence heureuse ?

C'est ce qu'il échet de vérifier de plus près.

* * *

Spécialement pour la période qui va du 1^{er} janvier 1895 au 31 décembre 1903, les dépenses extraordinaires se sont élevées à près de 1 milliard, exactement fr. 963,444,354.60.

Il importe de rechercher à quoi ont servi ces dépenses, dans quelle mesure l'État a eu recours à l'emprunt et si la charge qui en doit résulter pour l'avenir peut être aisément supportée par le pays.

On lit dans la note qui précède le Budget extraordinaire pour 1904 : « En » théorie pure, l'emprunt doit être exclusivement réservé aux dépenses » relatives à l'extension et à l'amélioration de l'outillage économique du » pays, qui, seules, sont appelées à compenser par leur rapport direct ou » indirect la charge d'intérêt et d'amortissement des capitaux qui ont servi » à y faire face. »

L'Exposé général du Budget de 1895 exprimait les mêmes vues : « Dans » la pensée du Gouvernement, le Budget extraordinaire, qui doit s'équilibrer » par l'emprunt, ne peut comprendre en principe que des dépenses ayant » pour objet d'accroître le capital économique de la nation. La règle doit » être de porter aux budgets ordinaires toutes les dépenses qui n'ont pas ce » caractère. »

Ce programme, si bien tracé en 1895, a-t-il été suivi ?

Il est impossible de le méconnaître.

De ces fr. 963,444,354.60, les 96 $\frac{1}{10}$ $\frac{1}{10}$, soit fr. 928,975,943.19, représentent des capitaux employés à l'extension et à l'amélioration de l'outillage économique du pays. Voici comment ils se décomposent :

a) Fr. 720,725,043.54 ont été dépensés pour des travaux qui procurent

directement des ressources au Trésor : travaux aux chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, à la marine et au domaine privé de l'État ⁽¹⁾.

Pour les chemins de fer seuls, il y a fr. 676.266,308.12, soit plus des $\frac{2}{10}$ du total des dépenses directement productives.

b) Fr. 208,252,899.83 concernent des travaux qui ne sont qu'indirectement productifs : travaux aux canaux et rivières, aux routes et ponts, pour la voirie vicinale et l'hygiène publique, les ports et côtes ⁽¹⁾.

Des fr. 965,444,354.60, il ne reste que fr. 54,468,411.41, soit seulement $\frac{5}{100}$ %, qui se rapportent aux dépenses appelées improductives, c'est-à-dire à celles qui ont trait au domaine public immobilier, comme, par exemple, les constructions de palais de justice, d'établissements d'instruction ; aux œuvres d'arts, fortifications, etc.

54 millions en neuf ans ! Pas davantage.

C'est-à-dire que la plupart des dépenses improductives ont disparu du Budget extraordinaire pour prendre place à l'ordinaire. Les Budgets ordinaires des exercices 1893 à 1905 inclus comportent pour fr. 124,011,923.90 de ces dépenses exceptionnelles.

Ce n'est pas tout. Les quelques dépenses improductives restées à l'extraordinaire ont été, en fait, couvertes, et bien au delà, par les bonis budgétaires qui, de 1893 à 1905, se sont élevés à près de 71 millions ⁽²⁾.

Si, à ces 71 millions, on ajoute les fonds d'amortissement demeurés sans emploi à raison de l'élévation des cours du 3 % au dessus du pair (soit plus de 16 millions depuis 1896), et d'autres recettes extraordinaires (près de 59 millions), on arrive à constater que fr. 837,230,999.06 seulement ont dû être demandés à l'emprunt ⁽²⁾.

C'est un résultat très satisfaisant, d'autant plus que le rendement des dépenses directement productives n'est point inférieur de beaucoup à la charge annuelle des capitaux empruntés. Les chiffres indiqués par le Gouvernement pour les chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones en font foi ⁽²⁾.

* . *

Ne point emprunter dans ces conditions, c'eût été renoncer à des travaux dont dépend l'essor industriel et commercial du pays ; car on ne peut songer un seul instant à en demander les ressources à l'impôt.

Que deviendraient notre industrie et notre commerce d'exportation, si l'État ne veillait à développer, en temps opportun, nos voies de transport et nos installations maritimes !

Assurément, il ne doit entreprendre et dépenser qu'à bon escient.

Mais sous peine d'arrêter l'expansion du pays, il a le devoir de faire les sacrifices nécessaires.

L'industrie belge a eu foi en l'avenir. Elle a pris un développement ininterrompu et prodigieux.

La même foi en l'avenir s'impose aux pouvoirs publics en ce qui concerne les services dont ils ont assumé la charge : chemins de fer, voies navigables et ports.

⁽¹⁾ Budget extraordinaire pour 1904, pp. 4 et 5.

⁽²⁾ Budget extraordinaire pour 1904, pp. 6 et 7, 8 et 9.

Est-il besoin de rappeler, au surplus, que la comparaison de notre dette avec celle d'autres États est tout à l'avantage de notre pays!

Si l'on met à part la Prusse, on voit que, le plus souvent, les capitaux empruntés par les États ont été consommés d'une façon improductive. Il en est dont la dette a la guerre pour cause presque unique.

D'après les chiffres indiqués au groupe d'études financières de l'École libre des sciences politiques, présidé par M. Stourm, la dette française, notamment, proviendrait pour :

- 37 % de dépenses de guerre;
- 36 % d'exigences du Trésor et des budgets;
- 3 % d'indemnités politiques;
- 24 % de dépenses de travaux ⁽¹⁾.

* * *

Concluons donc que la situation est excellente pour autant qu'un amortissement régulier et suffisant, opéré chaque année sur les ressources ordinaires, empêche de charger outre mesure les générations futures.

Certes, le mode et le taux de l'amortissement sont essentiellement variables.

Les dettes d'États différents n'ont pas la même nature.

Telle a servi à payer des dépenses stériles; telle autre a été employée à des œuvres productives d'utilité; telle autre a, comme la nôtre, représenté presque pour les deux tiers par les chemins de fer de l'État, une contre-valeur industrielle réelle.

Mais quelle qu'elle soit, toute dette doit être amortie.

Des travaux, si productifs qu'ils aient apparu lors de leur exécution, donnent-ils toujours tout ce qu'on en attendait? Que de mécomptes possibles, tant au point de vue de la dépense que des résultats!

Et puis, le progrès ne s'arrête pas et réclame parfois, à bref délai, des transformations coûteuses.

La dépréciation de toutes choses est d'ailleurs inévitable.

On ne saurait trop rappeler ces conseils pressants de l'illustre Gladstone, dont la politique financière de l'Angleterre n'a cessé de s'inspirer :

« J'espère que pendant longtemps le progrès continuera, mais enfin vous » n'avez pas fait un pacte avec la Providence et elle n'a garanti à aucune » nation un développement indéfini et ininterrompu de sa richesse. Vous » devrez donc prévoir le moment où cette richesse, au lieu de grandir, viendra à diminuer et où, alors, le fardeau de cette dette que vous n'auriez » pas allégé au moment de votre prospérité, parce que vous le jugiez facile » à porter, pèserait d'un poids bien lourd et même écrasant sur une nation » au déclin. Eh bien, soyons prévoyants et agissons de telle sorte que ceux » qui viendront après nous, lorsque nous serons sortis de la vie active, que » nos descendants n'aient aucun sujet de nous accuser ⁽²⁾. »

(1) DEBRAY, pp. 7 et 8.

(2) TRINQUAT, *De l'amortissement des emprunts d'État*, p. 64.

C'est là ce qui avait déterminé nos Chambres, l'an dernier, à réduire, sur la proposition du Gouvernement, la durée de l'amortissement, désormais fixée à 66 ans au lieu de 95 ans.

C'était, pour le Budget de la Dette publique, une majoration de 8 millions.

Nous devons cette année, pour la première fois, voter le crédit de la nouvelle dotation.

Mais des raisons impérieuses ont, au cours de la discussion du dernier Budget des Voies et Moyens, fait ajourner à 1903 la pleine réalisation de la réforme.

On s'est arrêté, pour 1904, à une solution intermédiaire.

La dotation était antérieurement de 0.20 %.

Les Chambres l'ont portée pour l'exercice courant à 0.30 %, par une dérogation momentanée à la loi du 18 février 1903.

C'est, sur le passé, un progrès sérieux; mais la Section centrale émet le vœu que la dotation de 0.50 %, établie par cette loi du 18 février 1903, puisse être, à partir de l'exercice prochain, régulièrement appliquée, de façon à assurer l'extinction de notre dette endéans le terme abrégé de 66 ans.

Ainsi se trouvera réalisé, et même au delà, le programme tracé par M. Paul Leroy-Beaulieu dans son *Traité de la science des finances*, Paris 1899, page 333 : « Quand un État emprunte pour des travaux productifs, il » est suffisant qu'il amortisse ses emprunts en trois quarts de siècle. »

Le Budget de la Dette publique, tel qu'il avait été déposé par le Gouvernement, avait calculé les charges y inscrites du chef de la dotation d'amortissement à raison de 0.40 %.

La loi contenant le Budget des Voies et Moyens ayant fixé le taux de cette dotation à 0.50 %, il y a lieu de réduire en conséquence les crédits des articles 5, 6 et 7.

Le Budget ainsi modifié ne s'élève plus qu'à fr. 151,874,275.73 au lieu de fr. 154,564,275.41, soit une augmentation de fr. 8,329,926.88 sur les crédits alloués par le Budget de 1903.

Cette augmentation provient, à concurrence de fr. 2,689,999.68, de ce que la dotation est portée à 0.50 %, alors que, pour 1903, elle n'était que de 0.20 %.

Elle provient en second lieu de la charge nouvelle d'intérêts due à l'augmentation de notre dette, qui, de fr. 2,894,035,050.57, a passé à 3 milliards 11,257,750.57.

L'article 35 présente une majoration de 526,000 francs : c'est le total des augmentations proposées pour le service des pensions de divers départements ministériels.

La majoration de 368,000 francs portée à l'article 37 est due en partie à l'exécution de la loi du 25 avril 1901 relative à la pension des instituteurs communaux, des instituteurs primaires adoptés, etc.

Quant à la majoration de 200,000 francs à l'article 39 (intérêts sur cautionnements et consignations), elle n'est qu'apparente, puisque l'article a sa contre-partie au Budget des Voies et Moyens.

Examen en Sections.

1^{re} SECTION. — Le Budget a été adopté par 7 voix contre 2 et 1 abstention.
2^e — — — par 13 voix et 2 abstentions.
3^e — — — par 7 voix et 6 abstentions.
4^e — — — par 8 voix et 2 abstentions.
5^e — — — par 5 voix et 2 abstentions.
6^e — Il a été rejeté par parité de voix.

Examen en Section centrale.

Le Budget est adopté à l'unanimité.

En conséquence, la Section centrale vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
MICHEL LEVIE.

Le Président,
E. NERINCX.

ANNEXE.

Bruxelles, le 24 décembre 1905.

A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi contenant le Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1904 a fixé pour cette année le taux de la dotation de l'amortissement de la Dette publique à 0.30 %.

Les charges inscrites de ce chef au projet de Budget de la Dette pour 1904 ayant été calculées à raison de 0.40 %, taux proposé primitivement par le Gouvernement, il y a lieu, Monsieur le Président, de réduire respectivement à fr. 13,219,608 60
à 68,593,960 90
et à 6,934,420 »
les crédits des articles 5, 6 et 7.

En suite de ces amendements, ledit projet de Budget ne s'élève plus qu'à fr. 131,874,273.73.

Ci-joint un exemplaire dûment modifié de ce projet

Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Le Ministre des Finances
et des Travaux publics,*
P. DE SMET DE NAEYER.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1904.

BEGROOTING DER OPENBARE SCHULD, DIENSTJAAR 1904 ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER LEVIE.

MIJNE HEEREN,

Dit jaar werd nogmaals de aandacht van de Middenafdeeling gevestigd op het toenemend bedrag onzer Openbare Schuld.

Op 1 Januari 1903, bedroeg onze gevestigde schuld, fr.	2,879,394,030	57
en de vlottende schuld	14,639,000	»
	fr. 2,894,033,030	57

Voegt men daarbij de gekapitaliseerde jaarsommen, nog verschuldigd aan spoorweg- en aan telefoonmaatschappijen, welke net werd afgekocht, (waarde op 1 Januari 1903) 351,752,518 32

zoo komt men tot eene algeheele som van. fr. 3,245,785,568 89

* * *

Op 1 Januari 1904, was de schuld verhoogd met de volgende uitgiften :

In titelen 3 %, 1 ^{ste} reeks	fr. 16,152,100	»
— 3 %, 2 ^e —	84,984,800	»
— 3 %, 3 ^e —	15,494,600	»
TE ZAMEN.	fr. 116,631,500	»

⁽¹⁾ Begrooting, n^r 4, II.

⁽²⁾ De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren DE LANTSUSSE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, LEPEBYRE, VERHAEGEN, GOUTERS en LEVIE.

Daarentegen was zij op gemelden datum verminderd met het kapitaal der titelen, afgekocht voor de uitdelging in 1903, zijnde. . fr. 7,343,800 »

Dus beliep de gevestigde schuld op 1 Januari 1904 in
kapitaal fr. 2,988,681,750 57
De vlottende schuld 22,576,000 »

TE ZAMEN. . . . fr. 3,011,257,750 57

Over de gekapitaliseerde jaarsommen, tot 1 Januari 1904, bezitten wij nog geen juist cijfer : het zal overigens weinig veranderen.

* *

Het is niet van belang ontbloot, de toeneming onzer gevestigde en onzer vlottende schuld sedert 1850 na te gaan.

Van 626,578,861 frank, stijgt zij in 1880 tot 1,428,270,449 frank.

In 1890, tot 2,026,564,273 frank.

In 1900, tot 2,708,549,150 frank.

In 1904, bedraagt zij fr. 3,011,257,750.57.

Doch hoe aanzienlijk is daarentegen 's lands welvaart toegenomen !

In 1850, bedroeg België's algemeene handel slechts 834 millioen frank, en de bijzondere handel 431 millioen.

In 1880, bereikt de algemeene handel 4,935 millioen en de bijzondere handel 2,896 millioen.

In 1890, stijgt de algemeene handel tot 6,137 millioen en de bijzondere handel tot 3,409 millioen (').

* *

In 1850, kwamen te Antwerpen toe 1,406 schepen, metende 239,165 ton.

In 1860 — 2,547 — 546,444 —

In 1880 — 4,475 — 3,063,825 —

In 1890 — 4,728 — 4,506,277 —

* *

In 1850, waren er 2,282 stoomtuigen, met te zamen min dan 60,000 paardenkracht, en 3,260 stoomketels.

In 1880, 14,060 stoomtuigen, met te zamen 607,142 paardenkracht, en 15,096 stoomketels (*).

In 1890, 17,663 stoomtuigen, met te zamen 903,833 paardenkracht, en 18,113 stoomketels.

(') *Tableau général du commerce pour 1902*, blz. 24.

(*) *Annuaire statistique de Belgique*, 1902, blz. 331, en *Statistique des mines et minières pour 1900*, blz. 69 en vlg.

En in 1900, 22,961 stoomtuigen, met te zamen 1,388,941 paardenkracht, en 22,003 stoomketels.

607,142 paardenkracht in 1880 en 1,388,941 in 1900, ziedaar wel een bewijs van den overgrooten vooruitgang van 's lands nijverheid.

Van 6,157 millioen in 1890, gaat onze algemeene handel in 1902 over tot 7 milliards 412 millioen; onze bijzondere handel, van 3 milliards 109 millioen tot 4 milliards 306 millioen.

De zeevaartbeweging ter haven van Antwerpen nam in de laatste jaren insgelijks wonderlijk toe :

In 1890, zegden wij daareven, 4,506,277 ton bij den invoer.

In 1900, 6,696,370 ton.

In 1903, 9,073,021 ton.

* * *

Al die cijfers zijn kenschetsend.

Zij bewijzen welsprekend dat onze handel en nijverheid gestadig toenamen, terzelfder tijd als de Staat, zijne buitengewone uitgaven vermeerderend, zijne schuld liet aangroeien.

Is dat eenvoudig een samentreffen of een gelukkig gevolg ?

Dit dient van naderbij onderzocht te worden.

* * *

Inzonderheid voor het tijdvak van 1 Januari 1895 tot 31 December 1903, stegen de buitengewone uitgaven tot nagenoeg 1 milliard, juist fr. 963,444,354.60.

Er dient te worden opgespoord waartoe deze uitgaven dienden, in welke mate de Staat leeningen sloot en of het land den daaruit voor de toekomst te volgen last gemakkelijk dragen kan.

In de inleidingsnota voor de buitengewone Begrooting over 1904, leest men : « In loutere theorie, moet de leening uitsluitend worden voorbehouden tot uitgaven betreffende de uitbreiding en verbetering van 's lands huishoudkundige inrichting; deze alleen strekken om door hunne recht- of onrechtstreeksche opbrengst den last te vergoeden van den interest en van de uitdelging der kapitalen, welke dienden om ze te bestrijden. »

De Algemeene Toelichting der Begrooting voor 1895 drukte dezelfde inzichten uit : « Naar het oordeel der Regeering, mag de buitengewone Begrooting, in evenwicht te brengen door leening, in beginsel enkel uitgaven bevatten die strekken tot vermeerdering van het economisch kapitaal des lands. Het moet regel zijn, al de uitgaven van anderen aard op de gewone begrootingen te brengen. »

Werd dit in 1895 zoo goed opgemaakt programma gevolgd ?

Onmogelijk het te ontkennen.

Van deze fr. 963,444,354.60 werden 96 $\frac{1}{10}$ %, of fr. 928,975,943.19 besteed aan uitbreiding en verbetering van 's lands economische inrichting. Zij zijn onderverdeeld als volgt :

a) Fr. 720,723,043.34 werden besteed aan werken die de Schatkist

rechtstreeks geldmiddelen opleveren : werken aan spoorwegen, posterijen, telegraphen en telephonen, aan 't zeewezen en Staats privaat domein ⁽¹⁾.

Alleen voor de spoorwegen, zijn fr. 676,266,308.42, of meer dan $\frac{9}{10}$ van al de ontvangsten rechtstreeks opbrengend.

b) Fr. 208,252,899.85 raken werken die slechts onrechtstreeks opbrengen : werken aan vaarten en rivieren, wegen en bruggen, openbare wegen en openbare gezondheid, havens en kusten ⁽¹⁾.

Van de fr. 963,444,354.60 blijven slechts fr. 34,468,411.41, of slechts $3\frac{1}{10}\%$ over voor zoogezegd niet opbrengende uitgaven, dat zijn diegene betreffende het onroerend domein, als bij voorbeeld het bouwen van justitiepaleizen, van onderwijsgestichten, kunstwerken, vestingwerken, enz.

34 miljoen in negen jaar! Niet meer.

't Is te zeggen dat het meerendeel der niet opbrengende uitgaven zijn verdwenen van de buitengewone Begrooting, om plaats te nemen op de gewone. De gewone Begrootingen over de dienstjaren 1895 tot en met 1903 bevatten voor fr. 124,011,923.90 van die buitengewone uitgaven.

Dat is niet alles. De weinige niet opbrengende uitgaven, op de gewone Begrooting gehandhaafd, werden meer dan vergoed door de boni's der begrooting, die van 1895 tot 1903 nagenoeg 71 miljoen bedroegen ⁽²⁾.

Voegt men bij die 71 miljoen de ongebruikte uitdelgingsfondsen, doordien de rente 3 % boven pari stond (dus meer dan 16 miljoen sedert 1896), en andere buitengewone ontvangsten (nagenoeg 39 miljoen), zoo bevindt men dat slechts fr. 837,230,999.06 moesten worden ontleend ⁽²⁾.

Dat is een hoogst bevredigende uitslag, des te meer daar de rechtstreeks opbrengende uitgaven niet veel minder hebben opgeleverd dan de jaarlijksche last der ontleende kapitalen. De cijfers, door de Regeering aangegeven voor de spoorwegen, posterijen, telegraphen en telephonen, getuigen zulks ⁽²⁾.

*
* *

In zulke omstandigheden niet verder ontleenen, ware afzien van werken waarvan 's lands nijverheids- en handelsontwikkeling afhangt; want geen oogenblik kan er worden aan gedacht deze middelen te verwerven door leening.

Wat zou er worden van onze nijverheid en van onzen uitvoerhandel, zoo de Staat niet zorgde om ten geschikten tijde onze vervoermiddelen en onze haveninrichtingen uit te breiden!

Voorzeker mag hij maar goed gerechtvaardigde uitgaven doen.

Doch wil hij 's lands bloei niet stremmen, zoo moet hij zich de noodige opofferingen getroosten.

De Belgische nijverheid had vertrouwen in de toekomst. Zij breidde zich onafgebroken en verbazend uit.

De openbare machten moeten hetzelfde vertrouwen in de toekomst hebben, voor de diensten waarmede zij zich belasten : spoorwegen, bevaarbare wegen en havens.

⁽¹⁾ *Buitengewone Begrooting voor 1904*, blzz. 4 en 5.

⁽²⁾ *Buitengewone Begrooting voor 1904*, blzz. 6 en 7, 8 en 9.

Is het overigens noodig te herinneren dat de vergelijking van onze schuld met die van andere Staten gansch ten voordeele van ons land uitvalt?

Pruisen ter zijde gelaten, ziet men dat meesttijds de door de Staten ontleende kapitalen op niet opbrengende wijze werden gebruikt. Voor sommige is de krijgsschuld schier de eenige oorzaak.

Volgens de cijfers, opgegeven in de groep van financieele studiën ter vrije School voor staatkundige wetenschappen, voorgezeten door den heer Stourm, zou Frankrijk's schuld namelijk voortkomen voor :

- 37 % uit de krijsuitgaven ;
- 36 % uit eischen der Schatkist en der begrootingen ;
- 3 % uit staatkundige vergoedingen ;
- 24 % uit uitgaven voor werken (1).

* * *

Laat ons dus besluiten dat de toestand uitmuntend is, voor zooveel eene regelmatige en toereikende uitdelging, ieder jaar gedaan met de gewone middelen, verhindert dat de toekomstige geslachten buitenmate worden belast.

Voorzeker zijn de wijze en het bedrag der uitdelging hoofdzakelijk veranderlijk.

De schulden van verschillende Staten zijn niet van denzelfden aard.

De eene diende tot het betalen van onvruchtbare uitgaven ; eene andere werd gebruikt voor werken die nut opleveren, en nog eene andere, zooals de onze, wordt schier voor twee derden vertegenwoordigd door de spoorwegen, eene wezenlijke nijverheidstegenwaarde.

Doch wat zij ook weze, eene schuld moet worden uitgedelgd.

Leveren werken, hoe opbrengend zij ook schenen bij hunne uitvoering, steeds alles op wat men er van verwachtte? Hoeveel misrekening is niet mogelijk, zoo met het oog op de uitgaven als op de uitslagen!

Daarbij staat de vooruitgang nooit stil en eischt hij soms op korten tijd kostbare hervormingen.

Overigens is waardevermindering voor alle zaken onvermijdelijk.

Niet te veel kan worden herinnerd aan den dringenden raad van den doorluchtigen Gladstone, die voor Engeland's financieele politiek steeds werd gevolgd :

« Ik hoop dat de vooruitgang nog lang duren zal, maar toch hebt gij geene » overeenkomst gesloten met de Voorzienigheid en deze waarborgde aan » geen volk eene onbepaalde en onafgebroken uitbreiding van zijn rijkdom. » Dus hebt gij het oogenblik te voorzien dat die rijkdom, in stede van aan » te groeien, verminderen zal, en dan zou de last van die schuld, welke door » u niet werd verlicht toen gij in welvaart verkeerdet, omdat gij dacht dat » die last gemakkelijk was te dragen, heel zwaar en zelfs verpletterend » drukken op een vervallend land. Welnu, laat ons vooruitzien en derwijze » handelen dat zij die na ons zullen komen, wanneer wij het werkzaam » leven hebben verlaten, dat onze afstammelingen geene aanleiding vinden » om ons te beschuldigen (2). »

(1) DEBRAY, blz. 7 en 8.

(2) TRINQUAT, *De l'amortissement des emprunts d'Etat*, blz. 64.

Om die reelen besloten onze Kamers verleden jaar, op voorstel der Regeering, den duur der uitdelging te verkorten, en hem voortaan te bepalen op 66 jaar in stede van 93 jaar.

Dat was voor de Begrooting der Openbare Schuld eene vermeerdering van 8 millioen.

Dit jaar hadden wij voor de eerste maal het krediet tot de nieuwe dotatie toe te staan.

Doch dringende redenen deden, tijdens de beraadslaging over de jongste Begrooting van 's Lands Middelen, de volkomen verwezenlijking der hervorming verdagen tot 1903.

Voor 1904 nam men een tusschenmiddel aan.

Vroeger bedroeg de dotatie 0.20 %.

Voor het loopende dienstjaar, brachten de Kamers ze op 0.30 %, tijdelijk afwijkende van de wet van 18 Februari 1903.

Dat is een ernstige vooruitgang; doch de Middenafdeeling uit den wensch dat de dotatie van 0.50 %, ingesteld bij die wet van 18 Februari 1903, te rekenen van toekomend dienstjaar regelmatig zou kunnen toegepast worden, derwijze dat onze schuld zou zijn uitgedelgd binnen den verkorten termijn van 66 jaar.

Zoo wordt meer dan verwezenlijkt het programma, opgemaakt door den heer Paul Leroy-Beaulieu in zijn *Traité de la science des finances*, Parijs, 1899, blz. 333 : « Wanneer een Staat ontleent voor opbrengende werken, is het » voldoende zoo hij zijne leeningen uitdelgt in drie vierden eener eeuw. »

De Begrooting der Openbare Schuld, zooals zij door de Regeering was overgelegd, had de lasten, daarop uitgetrokken wegens de dotatie tot uitdelging, berekend op 0.40 %.

De wet voor de Begrooting van 's Lands Middelen had dit bedrag bepaald op 0.30 %. Bijgevolg dienen de kredieten onder artikelen 5, 6 en 7 te worden verminderd.

Aldus gewijzigd, bedraagt de Begrooting nog slechts fr. 151,874,275.75 in plaats van fr. 154,564,275.41, of eene verhooging van fr. 8,329,926.88 op de kredieten, toegekend door de Begrooting voor 1903.

Deze verhooging komt voor fr. 2,689,999.68 hieruit voort, dat de dotatie op 0.30 % is gebracht, terwijl zij voor 1903 slechts 0.20 %, bedroeg.

In de tweede plaats spruit zij voort uit den nieuwen last van interesten, te wijten aan de vermeerdering onzer schuld, die van fr. 2,894,033,050.57 overging tot fr. 3 milliards 11,257,750.57.

Artikel 35 levert 526,000 frank verhooging op : dat is het gansche cijfer der verhoogingen, voorgesteld voor den dienst der pensioenen bij verscheidene ministerieele departementen.

De verhooging van 568,000 frank, onder artikel 37, is gedeeltelijk het gevolg der uitvoering van de wet van 28 April 1901 op het pensioen der gemeenteonderwijzers, der onderwijzers in aangenomen lagere scholen, enz.

De verhooging van 200,000 frank onder artikel 39 (interesten op borgtochten en consignatiën), bestaat slechts in schijn, daar het artikel wordt opgewogen in de Begrooting van 's Lands Middelen.

Onderzoek in de Afdeelingen.

- 1^o AFDEELING. — De Begrooting wordt goedgekeurd met 7 stemmen tegen 2 en 1 onthouding.
- 2^o — De Begrooting wordt goedgekeurd met 13 stemmen en 2 onthoudingen.
- 3^o — De Brgrooting wordt goedgekeurd met 7 stemmen en 6 onthoudingen.
- 4^o — De Begrooting wordt goedgekeurd met 8 stemmen en 2 onthoudingen.
- 5^o — De Begrooting wordt goedgekeurd met 5 stemmen en 2 onthoudingen.
- 6^o — Verworpen bij staking van stemmen.

Onderzoek in de Middenafdeeling.

De Begrooting wordt eenparig goedgekeurd.

Bijgevolg stelt de Middenafdeeling u voor om ze aan te nemen.

De Verslaggever,
MICHEL LEVIE.

De Voorzitter,
E. NERINCX.

BIJLAGE.

Brussel, 24 December 1903.

Den Heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

MIJNHEER DE VOORZITTER,

De wet op de Begrooting van 's Lands Middelen voor het dienstjaar 1904 bepaalde voor dit jaar het bedrag der dotatie tot uitdelging der Openbare Schuld op 0.50 %.

De lasten, uit dien hoofde uitgetrokken op de Begrooting der Schuld voor 1904, waren berekend tegen 0.40 %, vroeger door de Regeering voorgesteld; dus, Mijnheer de Voorzitter, dienen de kredieten onder artikelen 5, 6 en 7 wederzijds te worden verlaagd tot fr. 13,219,608 60
tot. 68,595,960 90
en tot. 6,954,420 »

Ten gevolge dezer amendementen, bedraagt gemeld ontwerp van Begrooting nog slechts fr. 151,874,275.73.

Hierbij een gewijzigd ontwerp van die Begrooting.

Aanvaard, bid ik U, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

*De Minister van Financiën
en Openbare Werken,*

P. DE SMET DE NAEYER.
